

**LETTRE D'ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AFRICAINE ET  
EUROPÉENNE AUX CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT AFRICAINS ET  
EUROPÉENS**

Votre Excellence,

Alors que vous vous préparez à rejoindre à Lisbonne les chefs d'Etat et de Gouvernement de différents pays d'Europe et d'Afrique, nous, organisations humanitaires, groupes de défense des droits de l'Homme et groupes de réflexion africains et européens, vous demandons de placer la question du Darfour au premier plan de votre ordre du jour.

Nous pensons que le Sommet représente une opportunité unique pour les dirigeants africains et européens de renouveler une position renforcée -et commune- au nom de la population du Darfour.

A ce jour, l'Union africaine (UA) s'est mise en avant pour répondre à la crise du Darfour, déployant une mission de l'UA au Darfour (AMIS) et prenant les devants dans la médiation des pourparlers de paix à Abuja ainsi que dans le cadre des premiers pas vers l'Accord de Paix pour le Darfour. De son côté, l'Union européenne (UE) a apporté un soutien généreux à l'AMIS et au processus de paix au Darfour, acceptant récemment de contribuer à assurer la sécurité des réfugiés du Darfour aux côtés du Gouvernement de la République du Tchad.

La situation humanitaire et des droits de l'Homme au Darfour a atteint aujourd'hui un tournant critique, dans un contexte politique et de sécurité profondément compliqué, et alors que le déploiement d'une mission conjointe des Nations unies (ONU) et de l'UA est dans une phase de négociation délicate. La situation au Darfour exige plus que jamais un engagement fort et concerté de la part de la communauté internationale afin que les efforts pour résoudre le conflit et pour assurer une protection élémentaire à la population puissent porter leurs fruits.

L'UE et l'UA, avec leur relation institutionnelle privilégiée et leur passé de coopération étroite sur les questions de paix et de sécurité, ont un rôle particulier à jouer. Pourtant, nous sommes tous très préoccupés par le fait que, malgré l'urgence de la situation, la question du Darfour n'apparaît pas à ce jour en tant que telle dans l'ordre du jour du Sommet.

Nous vous exhortons à mettre cette question au premier plan de vos discussions et préoccupations. Nous sommes convaincus qu'une position africaine et européenne solide et coordonnée sur la question du Darfour pourrait faire une différence significative dans quatre domaines clefs : la protection de la population civile ; la lutte contre l'impunité des auteurs des graves violations des droits de l'Homme ; la promotion d'un processus de paix inclusif et effectif focalisé sur le respect des droits de l'homme pour toute la population du Darfour, et enfin l'assurance d'une réponse humanitaire adaptée.

**Tout d'abord, l'UE et l'UA doivent travailler ensemble pour assurer le déploiement rapide et efficace de la mission hybride Nations Unies – Union Africaine au Darfour (UNAMID), comme demandé par le Conseil de paix et de sécurité de l'UA et agréé par le Conseil de sécurité de l'ONU au cours de cette année.**

Le déploiement de l'UNAMID trouve précisément sa place à l'intérieur de la structure générale de la collaboration UE-UA sur le maintien de la paix qui appelle à « un soutien adéquat, cohérent et durable pour la mise en place et le bon fonctionnement de l'Architecture de la Paix et de la Sécurité en Afrique [...] de même que le financement prévisible et flexible des opérations de paix dirigées par l'Afrique ». Le soutien logistique et financier des Etats européens pour l'UNAMID doit faire partie de la mise en œuvre de cette stratégie. Le fait qu'un soutien militaire significatif ait déjà été proposé à l'UNAMID est un signe encourageant de la part des Etats africains. Il demeure cependant une série d'obstacles qui retardent ce déploiement, tels que le manque de personnel habilité et d'équipement ainsi qu'un processus d'engagement avec le Gouvernement du Soudan à l'arrêt.

Le succès de l'UNAMID dépendra directement de la responsabilité et de l'action des troupes africaines. C'est pourquoi nous appelons les Gouvernements africains, en particulier, à inciter le Soudan à coopérer pleinement avec l'ONU et l'UA pour garantir un déploiement efficace et rapide de la force hybride. La date limite pour le transfert de la direction des opérations de l'AMIS à l'UNAMID, fixée à octobre 2007, est déjà dépassée. Les objections déraisonnables quant aux contributions des uns et des autres ne devraient pas empêcher les soldats africains de recevoir le soutien nécessaire pour accomplir leur mission fondamentale.

**Deuxièmement, nous espérons que les dirigeants européens et africains utiliseront leurs bons offices pour que le nouveau tour de pourparlers de paix mette bel et bien au premier plan la protection des droits de l'Homme de toute la population du Darfour, et inclue toutes les parties indispensables à la mise en place d'une paix durable.** Alors que la sécurité continue de se détériorer dans tout le Darfour, toutes les parties devraient immédiatement s'engager à en finir avec les attaques visant la population civile et accepter de se conformer à leurs obligations dans le cadre du droit international humanitaire.

**Troisièmement, la lutte contre l'impunité et la justice pour la population du Darfour sont essentielles pour trouver une solution durable à la crise.** Les dirigeants européens et africains vont se rencontrer à Lisbonne à peine quelques jours après le rapport que doit présenter le Procureur de la Cour Pénale Internationale (CPI) sur les résultats de son enquête au Darfour. Nous appelons les dirigeants africains et européens à exhorter le Soudan à se conformer à ses obligations et à coopérer avec la Cour, en particulier au sujet de l'arrestation et du transfert des deux individus pour lesquels la CPI a émis des mandats d'arrêt. L'Union africaine ayant à cœur et comme objectif de combattre l'impunité des crimes graves commis sur le continent, les États africains ont une obligation particulière de garantir que les personnes identifiées par la CPI soient arrêtées et amenées devant la justice.

**En dernier lieu, nous exhortons les dirigeants européens et africains à reconnaître les circonstances de plus en plus difficiles dans lesquelles le personnel humanitaire s'efforce de répondre aux besoins de la population civile du Darfour.** La sécurité au Darfour s'est encore détériorée depuis le début de l'année 2007, le nombre d'attaques ciblées à l'encontre du personnel et du matériel humanitaires ayant atteint son niveau le plus élevé depuis le début du conflit. Par conséquent, la capacité d'action du personnel humanitaire pour aider les populations sur le terrain n'a jamais été aussi limitée depuis plus de trois ans, et la qualité de l'assistance fournie en souffre énormément. Ces difficultés sont encore aggravées par l'expulsion arbitraire du Darfour de personnalités centrales de la communauté humanitaire, et par les nombreux obstacles bureaucratiques imposés par le Gouvernement du Soudan aux ONG internationales. L'UE et l'UA doivent condamner clairement toute mesure visant à entraver ce soutien humanitaire fondamental et donner priorité à une amélioration significative de l'accès des organisations humanitaires aux populations du Darfour, sans quoi les conséquences pourraient devenir encore plus catastrophiques.

Nous vous exhortons à faire de ce sommet de Lisbonne une occasion pour l'Europe et l'Afrique de redoubler d'efforts afin de trouver une solution à la tragédie du Darfour. Ignorer aujourd'hui cette situation reviendrait à tourner le dos au peuple du Darfour.

Veillez agréer, Votre Excellence, l'expression de notre très haute considération.

Jean-Etienne de Linares  
Délégué général  
**Action des Chrétiens pour  
l'Abolition de la Torture**

Magdalena Nagorska  
Coordinatrice  
**Action Poland for Darfur**

Dr James Smith  
Directeur  
**Aegis Trust**

Therese Niyondiko  
Directrice  
**African Women's  
Development and  
Communication Network**

Tawanda Hondora  
Directeur adjoint du  
Programme Afrique  
**Amnesty International**

Aidan McQuade  
Directeur  
**Anti-Slavery International**

Ahmed Badawy Mahmoud  
Directeur  
**Arab Programme for  
Human Rights Activists**

Moataz el Fegiery  
Directeur de programmes  
**Cairo Institute for Human  
Rights Studies**

Bubu Vincente Dinis  
Président  
**Cooperação de Famílias  
para Promoção o  
Desenvolvimentol**

Piet Spaarman  
Directeur du programme  
aide et reconstruction  
**Cordaid**

Captain Ibrar Ul-Haq  
Chef de la direction  
**Crescent Life, Lifestyle  
Magazine**

Haras Rafiq  
Chef de la direction  
**Crescent Live, Net TV**

Dr. Ali Dinar  
Président  
**Darfur Alert Coalition**

Abdelrhman M. Gasim  
Directeur de l'aide juridique  
et protection  
**Darfur Bar Association**

Adeeb Yousif  
Chargé de plaidoyer  
**Darfur Reconciliation and  
Development  
Organisation**

Abdelbagi Jibril  
Directeur  
**Darfur Relief and  
Documentation Centre**

Abdul Jabbar Sharaf Adien  
Adam  
Président  
**Darfur Union, UK and  
Ireland**

Tilman Zülch,  
Président  
**Die Gesellschaft für  
Bedrohte Völker  
International**

Alice Mogwe  
Directrice  
**The Botswana Centre for  
Human Rights**

Deuzoumbe Daniel  
Passalet,  
Président  
**Droits de l'Homme Sans  
Frontieres (Chad)**

Don Deya  
Chef de la direction  
**East Africa Law Society**

Dr Margaret Hutchinson  
Directrice  
**Education Centre for  
Women in Democracy**

Olga Israel  
Présidente  
**European Union of Jewish  
Students**

Marceau Sivieude  
Directeur programme  
Afrique  
**Fédération internationale  
des ligues des droits de  
l'Homme**

P. Manuel Vaz Pato  
Président  
**Fundação Gonçalo da  
Silveira**

Dismas Nkunda  
Co-Directeur  
**International Refugee  
Rights Initiative**

Antonella Napoli  
Présidente  
**Italians for Darfur**

Dan Juma  
Directeur  
**Kenyan Human Rights  
Commission**

Olatunde Makanju  
Professeur  
**National Association of  
Seadogs**

Josef Reich  
Fondateur  
**RettetDarfur.de**

Adetokunbo Mumuni  
Directeur  
**Socio-Economic Rights  
and Accountability  
Project**

Hillel Neuer  
Directeur  
**UN Watch**

Louise Roland-Gosselin  
Directrice  
**Waging Peace**

Benoit Van der Meerschen  
Président  
**Ligue Des Droits De  
l'Homme (Belgique)**

Kat Stark  
Chargée du programme  
Femmes  
**National Union of  
Students, GB**

Abie Dithlake  
Secrétaire général  
**SADC Council of NGOs**

Monim Elgak  
Coordinateur programmes  
régionaux  
**Strategic Initiative for  
Women in the Horn of  
Africa**

Jenni Woolf  
Chargé des campagnes  
**Union of Jewish Students,  
GB**

Anne Mitaru-Mumina  
Chargée de programmes  
**Women Direct**

Brahima Kone  
Président  
**L'Union Inter africaine des  
Droits de l'Homme**

Roger Bouka Owoko  
Directeur  
**Observatoire Congolais  
des Droits de l'Homme**

Hashim Ahmed  
Directeur  
**Sudan Organisation  
Against Torture (SOAT)**

Irfan Chishti al-Azhari  
Directeur  
**Sufi Muslim Council**

Michael L. Davis  
Directeur  
**Universal Human Rights  
Network**



East Africa Law Society



Uraia

Kenya's National Civic Education Programme





